

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 7 OCTOBRE 2014**

**CH/RT**

**OBJET : N° 3.1. – FONCIER –  
INTERVENTION PRESTATAIRE POUR ACTES FONCIERS ADMINISTRATIFS -**

L'an deux mille quatorze, le sept du mois d'octobre à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

**Etaient présents :**

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,  
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,  
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,  
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau,

**Etaient absents :**

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,  
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,  
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau, (excusé)  
M. James BELLOT, Membre du Bureau, (excusé)  
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

**A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.**

**OBJET : N° 3.1. – FONCIER –****INTERVENTION PRESTATAIRE POUR ACTES FONCIERS ADMINISTRATIFS -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Le service foncier est confronté aujourd'hui au problème de la régularisation de nombreuses servitudes de passage de canalisations et ouvrages publics en terrain privé. En effet, par le passé, beaucoup d'accords verbaux ont été donnés par d'anciens propriétaires sans qu'aucun document signé n'ait été établi. Quelques situations très anciennes, pour certaines datant parfois de 50 ans, engendrent des tensions, des remises en cause, parfois de lourds contentieux avec les actuels propriétaires, obligeant, dans certains cas, le SEBA à modifier l'implantation des canalisations, dont le coût financier, très important, est assumé en totalité par le SEBA.

Le déplacement des conduites peut souvent être évité. Toutefois, les héritiers ou les nouveaux propriétaires souhaitent, voire exigent dans certains cas, la régularisation de ces servitudes par la signature d'un acte officiel, qu'il soit notarié ou administratif. Le SEBA, pour des raisons financières évidentes et de calendrier, souhaite que ces actes soient rédigés en la forme administrative.

Leur régularisation demande un investissement en temps important et requiert de bonnes connaissances techniques. Aussi, les Services du Syndicat ont sollicité deux cabinets spécialisés afin de pallier ce problème récurrent.

La proposition d'un des prestataires, en l'occurrence, Mme Muriel RICHARD dont la société se situe à GLUN, correspond aux attentes du SEBA.

Il est proposé de faire appel à ce prestataire dès janvier 2015 pour, dans un premier temps, rédiger en la forme administrative l'ensemble des actes pour constitution de servitudes de passage susmentionnés, la fourchette de prix étant située entre 250 et 350 € par acte rédigé, ce prix comprenant les recherches d'origine de propriété, les demandes et études diverses, les rédaction, publication et envoi des actes au particulier. Il y a lieu de prévoir en supplément les frais de publicité foncière.

Le cas échéant, il pourrait être envisagé de faire appel à ce même prestataire pour les actes de cession ou d'acquisition.

Le Bureau Syndical est appelé à délibérer sur ces propositions.

Après en avoir débattu, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions et **DONNE DELEGATION** au Président pour adapter les tarifs si nécessaire.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL